

ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, numérique, services professionnels, transport

SOMMAIRE

Fait marquant

- Le Gouvernement réfléchit à mieux protéger ses secteurs stratégiques à travers le projet “*Project defend*”

Climat & énergie

- Suppression de plusieurs milliers d'emplois dans le secteur de l'énergie
- Nouvelle période record de production d'électricité sans charbon
- Le réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques est en pleine expansion

Environnement

- Le RU pourrait ne pas mettre en œuvre la taxonomie verte européenne après le Brexit

Industrie

- Le ministre de l'Economie lance 5 groupes de travail pour relancer la croissance post covid-19
- Incertitudes sur la mise en place d'une prime à la conversion pour soutenir l'industrie automobile

Transport

- Des compagnies aériennes attaquent en justice la quarantaine britannique
- L'aéroport d'Heathrow pourrait supprimer plusieurs milliers d'emplois
- De nouveaux outils pour encourager le vélo en luttant contre l'utilisation à mauvais escient des pistes cyclables
- Le PDG de Crossrail estime que la nouvelle date d'ouverture de la ligne sera respectée
- Pas de réouverture à court terme des services de nuit du métro londonien

FAIT MARQUANT

Le Gouvernement réfléchit à mieux protéger ses secteurs stratégiques à travers le projet “Project defend” – Suite au constat de sa dépendance, en particulier vis-à-vis de la Chine, durant la crise du Covid-19 sur des produits de base (masques PPE, médicaments), le « *project defend* » a progressivement pris du poids depuis la fin mai dans les milieux gouvernementaux britanniques, alimentés par certains think-thanks néo-conservateurs (Henry Jackson Society). Boris Johnson a nommé les ministres des Affaires étrangères, D. Raab et du Commerce international, L. Truss afin de coordonner les discussions. Celles-ci visent notamment à définir les secteurs stratégiques où le RU a une forte dépendance et à garantir un plus grand contrôle sur ces approvisionnements stratégiques. Cela pourrait concerner la signature d’accords commerciaux avec des pays de confiance, à savoir les « 5 Eyes » (Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande), l’Inde, le Japon (le RU entame ce jour les négociations pour un accord commercial bilatéral avec ce pays) ou les pays de l’UE. Cela pourrait également avoir trait à la relocalisation de certaines productions sur le sol britannique. Parmi les dossiers considérés comme stratégiques figurent les masques PPE, les technologies de pointe, que ce soit dans la *tech* (quelles relations avec Huawei dans le déploiement de la 5G?) ou les médicaments. Certains vont jusqu’à considérer l’axe Calais-Douvres comme un point de vulnérabilité pour le RU et étudient les alternatives (pour mémoire : à ce jour les liaisons alternatives Harwich - Hook van Holland se font en 5 heures 35 minutes en navettes Shuttle, entre Calais et Folkestone).

CLIMAT & ENERGIE

Suppression de plusieurs milliers d’emplois dans le secteur de l’énergie – BP pourrait supprimer 2000 emplois au RU en raison de la baisse des prix des hydrocarbures depuis le début de la crise associée à une baisse des revenus (-6 Md\$ au premier trimestre). Le groupe pétrolier britannique a annoncé que près de 10 000 emplois (15% de ses effectifs) seraient supprimés dans le monde dont 2 000 au RU d’ici la fin de l’année. Ces suppressions d’emploi seront principalement concentrées sur les fonctions support, n’épargneront pas la hiérarchie de BP (suppression d’un tiers des emplois de direction) et s’accompagneront d’un plan d’économies drastique (2,5Md\$ d’ici 2021) et d’une baisse des dépenses d’investissement (-25%). BP a annoncé vouloir être neutre en carbone d’ici 2050 pour ses émissions de scope 1 et 2 et entend diversifier son activité et investir dans les énergies renouvelables. Cela se traduira par des centaines de milliers de suppressions de postes dans les sociétés de services parapétroliers. Toutes les sociétés du secteur vont chercher à réduire leurs coûts, focaliser leurs activités sur les champs d’hydrocarbures aux coûts les plus bas, réduire leurs investissements et réfléchir au dividende qu’elles peuvent verser. Centrica, plus gros fournisseur d’énergie au RU a annoncé de son côté la suppression de 5000 emplois et Johnson Matthey spécialisé dans les pots catalytiques près de 2500 suppressions d’emplois.

Nouvelle période record de production d’électricité sans charbon – Cela fait désormais plus de deux mois que la Grande-Bretagne a laissé à l’arrêt ses centrales à charbon pour produire son électricité pulvérisant ainsi le record de 18 jours établi précédemment. Ce chiffre est d’autant plus remarquable que le RU produisait encore 40% de son électricité grâce au charbon il y a 10 ans avec seulement 3% de sources renouvelables. Cette baisse du charbon dans le mix électrique britannique s’explique du point de vue structurel par la mise en place de différents instruments et objectifs (tarification carbone, fermeture des centrales à charbon d’ici 2025, conversion de certaines unités en centrales biomasse) et du point de vue conjoncturel par une baisse de la consommation d’électricité depuis le début de la pandémie qui favorise les sources d’énergies ayant les coûts de production marginaux les plus faibles comme les sources renouvelables (ENR). Ces dernières (biomasse, solaire, éolien) ont représenté au premier semestre 37% du mix électrique britannique contre 35% pour les énergies fossiles en raison notamment de conditions météorologiques favorables. Certains experts estiment toutefois que l’utilisation du charbon pourrait reprendre l’hiver prochain si la demande venait à retrouver une intensité similaire à 2019.

Le réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques est en pleine expansion – Un rapport du cabinet Delta-EE estime que le marché de bornes de recharge devrait progresser de 29% chaque année au RU jusqu'à 2030, en dépit de la baisse des ventes de véhicules électriques estimée à 30% en 2020. Le déploiement de bornes de recharge pourrait bénéficier d'un soutien du Gouvernement dans le cadre d'annonces à venir sur la relance verte d'ici juillet et d'un système de prime à la conversion (cf. brève industrie). Certains experts jugent toutefois que le marché pourrait voir l'installation massive de bornes à recharge lente alors que l'industrie manquerait de capacités pour produire des dispositifs à recharge rapide, les plus recherchées (seulement 2% en centre-ville et 6% dans les hôtels ou centre-commerciaux). Or, après le prix, la qualité et la densité du réseau constituent le deuxième facteur de décision dans l'achat d'un véhicule électrique. UK Power Network a lancé une campagne « *charge challenge* » afin que les personnes déterminent collectivement les endroits les plus adéquats pour installer les bornes. L'opérateur privé aide aussi les conseils locaux sur leur politique d'aménagement afin d'évaluer la demande et minimiser les coûts. Les experts anticipent une multiplication par dix des véhicules électriques sur le territoire britannique, jusqu'à 3,6 millions de voiture pour Londres et le sud de l'Angleterre.

ENVIRONNEMENT

Le RU pourrait ne pas mettre en œuvre la taxonomie verte européenne après le Brexit – Dans une lettre au *EU scrutiny committee* du Parlement vue par la presse, le secrétaire d'État aux services financiers, John Glen, aurait déclaré que le Trésor réservait sa position sur la mise en œuvre des futures règles européennes sur la taxonomie, en raison notamment du manque de clarté sur les éléments techniques opérationnels de la future législation. Le système de classification des investissements verts de l'UE devrait devenir bientôt une loi européenne que le RU pourrait devoir mettre en œuvre jusqu'à la fin de la période de transition. Les gestionnaires d'actifs opérant sur plusieurs marchés s'inquiètent de cette réticence britannique. Elle crée en effet un risque pour ces derniers de devoir faire face à des régimes réglementaires contradictoires, en cas de divergence du RU par rapport à la taxonomie verte européenne.

INDUSTRIE

Le ministre de l'Economie lance 5 groupes de travail pour relancer la croissance post covid – Le ministre de l'Economie, de l'Energie et de la Stratégie industrielle (BEIS) Alok Sharma a lancé le 8 juin 5 groupes de travail thématiques (innovation, relance verte, soutien aux entreprises, compétences et formation, export et investissements). Ils devraient réunir une vingtaine d'experts dans chaque groupe de travail issus du secteur privé, des fédérations professionnelles et du monde académique et produire des travaux dans les prochains 18 mois. Ces groupes de travail devront également prendre en compte la problématique de réouverture dans certains secteurs. La composition de ces groupes sera connue prochainement. Ils devraient être présidés par A. Sharma lui-même.

Incertitudes sur la mise en place d'une prime à la conversion pour soutenir l'industrie automobile – Selon la presse britannique, Boris Johnson pourrait annoncer dès le 6 juillet la mise en place d'une prime à la conversion de 6000£ pour l'achat d'un véhicule neuf électrique ou hybrides en échange de la mise au rebut d'un ancien véhicule thermique. Des crédits de 1M£ pour accélérer le déploiement des bornes électriques pourraient également être débloqués. Toutefois, le Trésor britannique a réfuté ces informations et prévenu les constructeurs automobiles qu'il était peu probable qu'une prime à la conversion soit mise en place car celle-ci pourrait bénéficier aux usines étrangères plutôt qu'aux constructeurs britanniques. En effet, les ¾ des véhicules achetés au RU sont importés. Alors que les constructeurs automobiles britanniques et la SMMT appellent à un plan de soutien qui viendrait stimuler aussi bien l'achat de véhicules thermiques qu'électriques, l'association du leasing

automobile (90% des véhicules particuliers neufs sont financés par des contrats de leasing) et celle du marché des flottes (au RU, la moitié des nouvelles ventes sont des véhicules d'entreprises) se distinguent en soutenant un plan dédié à la relance de l'électrique.

TRANSPORT

Des compagnies aériennes attaquent en justice la quarantaine britannique qui pourrait être remplacée par des « ponts aériens » – Mise en place le 8 juin dernier pour trois semaines afin d'éviter une seconde vague épidémique, la quarantaine consistant à ce que tous les passagers étrangers et britanniques arrivant au RU observent une période d'isolement strict de 14 jours vient d'être attaquée devant la Haute Cour par 3 compagnies aériennes (British Airways, EasyJet et Ryanair). Ces dernières lui reprochent notamment son caractère disproportionné et ses effets extrêmement négatifs sur la reprise du tourisme et de l'économie. Les 3 compagnies aériennes plaident pour un retour de « l'ancienne quarantaine » qui ne s'appliquait qu'aux cas jugés à haut risque. Elles affirment par ailleurs n'avoir aucune preuve de la volonté du Gouvernement de mettre en place des « ponts aériens », synonymes d'exemption de quarantaine, avec certains pays dits à faible risque (France, Italie, Espagne, Portugal et Grèce) dès le 29 juin. Le Gouvernement pourrait faire de nouvelles annonces dans les jours à venir et publier de nouvelles recommandations sanitaires visant à accompagner la reprise du trafic aérien. Une poursuite de la quarantaine conduirait selon certains professionnels à la destruction de 3M d'emplois.

L'aéroport d'Heathrow pourrait supprimer plusieurs milliers d'emplois – confronté à une baisse sans précédent du nombre de passagers (-97% par rapport à 2019), l'aéroport d'Heathrow pourrait supprimer un tiers de ses 7000 employés et aurait par ailleurs engagé un dialogue avec 5500 d'entre eux concernant la mise en place d'un plan de départs volontaires. 500 postes de management sur les 1500 l'aéroport auraient déjà été supprimés. Les difficultés de l'aéroport auraient été exacerbées par la mise en place de la quarantaine le 8 juin pour tous les passagers arrivant au RU. Outre la mise en place de tels ponts, l'aéroport d'Heathrow demande également à bénéficier d'une exonération concernant le paiement de la *business rate* (taxe locale sur les activités commerciales).

De nouveaux outils pour encourager le vélo en luttant contre l'utilisation à mauvais escient des pistes cyclables – Durant le confinement, les mesures de distanciation sociale et le faible trafic routier ont contribué à une nette augmentation du nombre de cyclistes sur les routes. Le gouvernement encourage cette dynamique. Ainsi, en anticipation d'une reprise croissante du trafic routier, une série de décrets facilitant le contrôle du respect des pistes cyclables par les automobilistes entreront en vigueur le 22 juin. Ces mesures donneront de nouveaux pouvoirs aux collectivités locales en leur permettant notamment d'utiliser des caméras de vidéo-surveillance pour vérifier que les conducteurs de véhicules n'empruntent pas ou ne stationnent pas sur les voies réservés aux vélos. Les collectivités territoriales seront autorisées à utiliser ces images pour infliger des contraventions aux automobilistes en infraction. Le secrétaire d'Etat Chris Heaton-Harris, qui est notamment en charge des mobilités douces, a publié ces décrets dans le cadre de la « semaine du vélo » (6-14 juin) qui encourage les britanniques à changer leurs habitudes de mobilité afin d'améliorer leur condition physique et protéger l'environnement. Pour mémoire, le ministre des transports Grant Shapps a annoncé le mois dernier que 225M £ seraient attribués aux collectivités locales pour créer des pistes cyclables temporaires, des trottoirs plus larges, des jonctions plus sûres, ainsi que des couloirs réservés aux vélos et aux bus. Les utilisateurs pourront également bénéficier d'un programme de réparation de vélos avec la mise en œuvre de bons de 50 £ pour un demi-million de britanniques.

Le PDG de Crossrail estime que la nouvelle date d'ouverture de la ligne sera respectée – Bien que les travaux sur la section centrale de la ligne – entre Paddington et Abbey Wood – aient été interrompus en raison de l'épidémie de Covid-10, l'équipe dirigeante de Crossrail s'est engagée à « respecter ou devancer » la date d'ouverture de la nouvelles ligne de métro, prévue pour l'été 2021.

Les conseillers du Grand Londres demeurent « sceptiques », face à ce projet dont le démarrage était initialement projeté pour décembre 2018.

Pas de réouverture à court terme des services de nuit du métro londonien – TfL, l'autorité organisatrice des transports du Grand Londres, a annoncé que les services de nuit sur l'ensemble du métro londonien ne reprendraient pas « avant longtemps ». En effet, afin d'augmenter la capacité de son réseau pour atteindre 85% des niveaux pré-crise tel qu'exigé dans le plan de sauvetage conclu avec le ministère des transports britannique, TfL a été contraint d'avoir recours aux conducteurs habituellement affectés aux services de nuit.



Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Pauline MAZURIER-NOLIN (industrie, transports), Gautier HOUEL (climat, énergie, environnement), Hugo Cornuel (stagiaire), Christian Fatras (chef de pôle) et Marianne CARRUBBA (conseillère financière adjointe)